



Nombre de membres : 19

- En exercice : 15
- Présents : 14
- Représentés :

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de deux mois à compter de son exécution.*

Délibération n° 19.02.01

- Pour : 14
- Contre :
- Abstention :

## COMMISSION D'ÉVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE : ADOPTION DU RAPPORT

L'An deux mil dix-neuf, le 25 février 2019 à 18 heures trente, le Conseil Municipal de Beaulieu, régulièrement convoqué, s'est assemblé salle des mariages, place de la Mairie, sous la présidence de Monsieur Arnaud Moynier, Maire.

Ouverture de la séance : Monsieur Arnaud Moynier, Maire a ouvert la séance à 18 heures trente, puis a fait l'appel des présents :

**Présents:**

Arnaud MOYNIER  
Anne THIBAUT  
Daniel THEROND  
Marie-Paule DUSSE  
Jean-Luc BOURDENX  
Elisabeth RIGAIL  
Patrick MOROY  
Franck DAUMUR  
Nadine TRAZIC  
Jean-Louis BULAND  
Frédéric ADELIN  
Stéphane ALLEMAND  
Michèle LAMANT  
Jean-Pierre VITOU

**Excusés et représentés:**

**Secrétaire de séance :**

Daniel THEROND

Affiché et publié du 27/02/2019  
Certifié exécutoire 27/02/2019  
Pour le Maire et par délégation,  
Le Directeur Général des Services  
Fanny KAPPES





## COMMISSION D'ÉVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE : ADOPTION DU RAPPORT

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code des impôts ,

**Considérant** que conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies C), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place par délibération n°4693 en date du 24 juin 2002, modifiée par délibération n°12297 du 19 juin 2014, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC).

**Considérant** que la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1er janvier 2015, a impliqué des transferts de compétences. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont donné lieu à des transferts de charges et des modifications des montants d'attributions de compensations.

**Considérant** que l'évaluation de ces transferts a été examinée lors de la séance de la CLETC du 8 février 2019. Au cours de cette réunion, le Président de la commission a présenté le projet de rapport d'évaluation des charges transférées, qui a été débattu et approuvé par la commission.

**Considérant** qu' en application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, ce rapport de CLETC, qui vous est présenté aujourd'hui, est soumis à l'approbation des communes.

**Vu** la note de synthèse adressée aux élus municipaux,

La commission des Affaires générales consultée,

Le Conseil Municipal,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

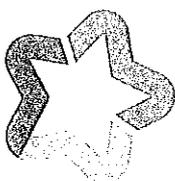
**APPROUVE** le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges, annexé à la présente délibération.

Pour extrait certifié conforme,  
Le Maire de Beaulieu



•••

•••



Montpellier  
Méditerranée  
Métropole

**Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges**  
**Vendredi 08 février 2019**  
**RAPPORT DEFINITIF**

RAPPORT CLTC 08 02 2019

## **Préambule :**

Les AC provisoires 2019 ont été notifiées aux communes sur la base du rapport de la CLETC du 27 septembre 2018.

Suite à la délibération du Conseil de Métropole du 21 décembre dernier et au retour des communes sur les propositions d'évolution, cette CLETC acte les nouvelles possibilités de comptabilisation des AC métropolitaines.

## **Modifications éventuelles des AC voire 2015 en fonctionnement et en investissement compte tenu des nouvelles possibilités de comptabilisation offertes aux communes**

Par délibération du 21 décembre dernier, le Conseil de Métropole a approuvé le principe d'une évolution des possibilités de comptabilisation des Attributions de Compensation (AC) métropolitaines.

L'article 1609 nonies C-V du Code Général des Impôt qui régit les modalités des transferts de charges a été modifié par l'article 81 de la loi n°2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016 et permet désormais de mettre en place des AC inscrites en section d'investissement.

Dès lors, en 2018, il a été proposé aux communes membres d'utiliser cette possibilité pour combler tout ou partie des 30% qui avaient fait l'objet d'une décote et affecter les montants ainsi dégagés à des opérations structurantes. 19 communes sur les 31 ont souhaité s'engager dans ce dispositif.

## **Modifications éventuelles des AC voirie 2015 en fonctionnement et en investissement compte tenu des nouvelles possibilités de comptabilisation offertes aux communes**

Soucieuse d'utiliser au mieux les nouvelles dispositions qui permettent de tenir le double objectif de neutralité et de soutenabilité et après avis favorable de la Direction des Finances Publiques sur le montage envisagé, la Métropole propose à ses communes membres de faire le choix entre les deux hypothèses suivantes, dans le cadre d'une révision libre des AC :

- 1) Option 1 :** Compléter l'AC voirie initiale, limitée en 2015 à 70% des charges effectivement transférées, par une ACL représentant tout ou partie des 30% restant.
- 2) Option 2 :** Transférer en AC d'investissement 100% des charges d'investissement voirie évaluées en 2015. (y compris les PPP)

### Cas des Partenariats Public Privé (PPP) :

Il est proposé pour les 2 communes concernées, Castelnaud le Lez et Juvignac, d'intégrer au calcul de leur nouvelle ACI voirie, le montant du Partenariat Public Privé (PPP) relatif à leur réseau d'éclairage public évalué en 2015.

Cette prise en compte des PPP permet de respecter l'équité avec les autres communes dont les charges d'éclairage public sont comprises dans la part investissement de leur AC.

PPP : Estimation CLETC du 22/09/2015	Dépenses d'équipement	Recettes d'investissement	Montant des charges transférées
Castelnaud le Lez	302 569	47 688	254 881
Juvignac	281 915	44 432	237 483

### **Cas des amendes de police :**

Lors de la CLETC du 25 octobre 2016, trois communes ont transféré le montant des amendes de police qui sont des recettes d'investissement destinées à financer des opérations d'amélioration des transports en commun et de la circulation.

Dès lors, le montant de la part investissement de leur AC a été diminué des sommes correspondantes. Il convient par conséquent de retenir ce montant corrigé pour déterminer le montant de l'AC pouvant être transféré en ACI.



**Modifications des AC voirie 2015 en fct et en invt compte tenu des nouvelles possibilités de comptabilisation**

**Dans ce contexte et après sollicitation de chacune des communes, voici les impacts sur le montant des AC compte tenu de leur choix.**

Communes	Choix Option	AC de Fct actuelle (A)	Dont Voirie à 70% transférée en invt (B)	Montant voirie 2015 hors décote (B porté à 100%) (C)	Voirie PPP 2015 (D)	Correction produit amendes de police CLETC du 29/10/16 (E)	Proposition 2019		ACI Voirie initiale choisie
							Nouvelle AC de Fct (A-B+D+E)	Nouvelle ACI Voirie (C+D-E)	
Baillargues	1	466 460,52							81 066
Beauville	1	153 853,50							21 539
Castelnau le Lez	2	2 126 479,83	580 980,99	829 572,84	254 981	7 757,99	1 298 379,83	1 077 095,85	80 000
Castres	1	222 997,40					445 250,97	190 254,52	22 668
Chapiers	2	576 428,74	133 178,17	190 254,52					48 910
Cournousec	1	85 601,42							
Cournoutet	1	527 253,16							
Fabrègues	1	179 545,81					321 969,24	484 982,33	
Grabels	2	661 456,87	339 487,63	484 882,33			976 258,08	1 103 857,30	200 000
Lacou	1	740 579,75					288 464,96	1 199 744,80	389 163
Lavignac	2	1 820 203,09	606 462,01	866 374,30	237 483	30 797,87			
Lattes	2	542 117,04	861 379,87	1 230 542,67					
Lavernue	1	609 873,83							
Le Gras	2	993 765,65	295 016,52	421 452,17			898 749,13	421 452,17	126 436
Montaud	2	97 110,86	41 900,18	59 857,40			55 210,68	59 857,40	17 957
Montferrier sur lez	1	634 169,82							
Montpellier	2	39 237 489,29	8 899 875,07	12 714 107,25		3 537 584,07	33 875 208,39	9 176 513,17	3 814 232
Murviel les Montpellier	2	163 815,08	51 338,95	73 341,36			112 476,13	73 341,36	22 000
Parois	1	1 579 188,18							319 994
Pignan	2	419 618,23	162 262,02	231 802,89			257 356,21	231 802,89	69 541
Prades Lez	1	714 289,05							22 600
Resnailières	2	195 232,82	35 272,89	50 389,85			159 959,93	60 389,85	15 117
Sausson	1	168 187,65							
Saint-Biers	1	194 839,17							
Saint-Drezezy	1	166 379,87							37 678
Saint-Genès des Mourgues	1	190 263,43							22 809
Saint-Georges d'Orques	1	289 787,35							
Saint-Jean de Védas	1	889 663,24							214 651
Sussargues	2	216 471,87	62 452,34	74 931,91			164 019,53	74 931,91	22 480
Vendargues	1	1 427 980,58							
Villeneuve les Baignères	1	427 134,71							45 778

La Métropole verse l'AC de Fonctionnement aux communes mentionnées en jaune.  
Nouvelle Commune entrant dans l'option 1 avec abandonnement d'une AC à hauteur des 30% de décote initiale

CLETC 27/09/2018

CLETC 08/02/2019

	en euros										
	GEN/AP1	Taxe de séjour	Antennes téléphoniques	Pour info Recettes Réelles de Fct	Pour info Dépenses Réelles de Fct	AC définitive 2018 (A)	Voiture 70% de 2015 transférée en Invr (B)	Voiture PPP 2015 transférée en Invr (C)	Correction produit amendes de police CLETC 25/10/16 (D)	AC provisoire 2019 (A)+(B)+(C)+(D)	
Bailargues						-468 460,52				-468 460,52	
Beaufeu						-153 853,50				-153 853,50	
Castelnau-le-Lez		27 000,15		27 000,15		-2 126 479,83	580 980,99	254 881	7 757,99	-1 298 375,83	
Castries		10 956,59		10 956,59		-222 997,40				-222 997,40	
Clapiers						-576 428,74	133 178,17			-443 250,57	
Cournonsec						-85 601,42				-85 601,42	
Courmontrai						-527 253,16				-527 253,16	
Fabrigères	-1 408,00	41 549,10		41 549,10	-1 408,00	179 545,81	339 487,63			179 545,81	
Grabets						-661 456,87				-661 456,87	
Jacou						-740 579,75				-740 579,75	
Juvignac		104 665,60		104 665,60		-542 117,04	606 462,01	237 483	30 797,87	-976 258,08	
Lattes	-61 117,00				-61 117,00	609 873,83	861 379,87			288 464,96	
Laverune	-3 101,00				-3 101,00	-993 765,65	295 016,52			-698 749,13	
Le Crès						-97 110,86	41 900,18			-55 210,68	
Montaud						-634 169,82				-634 169,82	
Montferrier-sur-Lez						-39 237 489,29	8 839 875,07		3 537 594,07	-33 875 208,29	
Montpellier	-5 000,00	1 709 412,48	284 713,30	1 994 125,78	-5 000,00	-163 815,08	51 338,95			-112 476,13	
Murviel-les-Montpellier						-1 579 188,18				-1 579 188,18	
Pérols	-15 198,00	35 223,48		35 223,48	-15 198,00	-419 618,23	162 262,02			-257 356,21	
Pignan						-714 289,05				-714 289,05	
Prades-le-Lez						-195 232,82				-195 232,82	
Restinclières			5 342,24	5 342,24		-194 839,17	35 272,89			-159 566,28	
Saint-Brès						-166 379,87				-166 379,87	
Saint-Drézéry						-190 263,43				-190 263,43	
Saint-Genès-des-Mourgues						-299 787,35				-299 787,35	
Saint-Georges-d'Orques		157 562,02		157 562,02		-889 663,24				-889 663,24	
Saint-Jean-de-Védas						-168 187,65				-168 187,65	
Saussum						-216 471,87	52 452,34			-164 019,53	
Sussargues						-427 134,71				-427 134,71	
Vendargues											
Villeneuve-lès-Marquellone	-14 659,00	40 823,55	42 496,58	83 320,13	-14 659,00						
<b>TOTAL</b>	<b>100 483,00</b>	<b>2 127 192,97</b>	<b>378 904,04</b>	<b>2 506 097,04</b>	<b>-100 483,00</b>	<b>-52 295 437,37</b>	<b>12 059 606,64</b>	<b>492 364</b>	<b>3 576 149,93</b>	<b>-49 319 616,66</b>	

**Synthèse AC Investissement**

**Il est proposé de détablir l'attribution de compensation investissement provisoire 2019 selon le tableau ci contre.**

Commune	CLETC 29/05/2018			CLETC 27/09/2018			CLETC 08/02/2019			Correction amendes de police CLETC 29/10/16	Ad provisoire 2019 (B) ou (B)-(A)+(D)-(E) E/(0)/(9)
	Voire Espèce Publice 2018 (A)	AAGV 2018-2032	Extensions réseaux Ville WTP	AC provisoire 2018	AC définitive 2018 (B)	Pour mémoire Voire 70% de 2015 (C)	Voire espace public portée à 100% 2019 (D)=(C)/0,7	Voire espace public portée à 30% 2019 (E) = (C)/0,7*0,3	Voire PPP 2015 (F)		
Baillegues	-81 066	-13 839		-94 905	-94 905	-580 980,99	-829 972,84		-254 881	7 757,99	-94 905,00
Beauville	-21 539	-1 241		-22 780	-22 780						-22 780,00
Castelnau-le-Lez	-14 189	-14 189		-14 189	-14 189						-1 091 284,85
Castries	-80 000	-12 053		-92 053	-92 053						-92 053,00
Clapiers	-3 983	-3 983		-3 983	-3 983						-210 778,53
Courmonsec	-22 668	-2 345		-25 013	-25 013						-25 013,00
Courmontrol	-48 910	-11 676		-60 586	-60 586						-60 586,00
Fabrigues		-13 150		-13 150	-13 150						-13 150,00
Garabels		-15 217		-15 217	-15 907						-500 889,33
Jacou		-4 876		-4 876	-4 876						-4 876,00
Juvignac	-200 000	-17 537		-217 537	-218 522						-1 122 379,30
Lattes	-369 163	-11 823		-380 986	-391 759						-1 222 340,80
Lavérune		-2 092		-2 092	-8 544						-8 544,00
Le Cros	-126 436	-6 634		-133 070	-133 070						-428 086,17
Montaud	-17 957	-726		-18 683	-18 683						-60 583,40
Montferrier-sur-Lez		-2 616		-2 616	-2 616						-2 616,00
Montpellier	-3 814 232	-435 628	-78 603	-4 328 463	-5 139 463						-10 501 744,17
Murviel-lès-Montpellier	-22 000	-1 413		-23 413	-23 413						-74 754,36
Pérols	-319 994	-18 206		-338 200	-356 625						-356 625,00
Pignan	-69 541	-4 802		-74 343	-74 343						-236 604,89
Prades-le-Lez	-22 600	-3 669		-26 269	-26 269						-26 269,00
Restinclières	-15 117	-1 248		-16 365	-16 365						-51 637,84
Saint-Briès		-2 046		-2 046	-2 046						-2 046,00
Saint-Dréary	-37 678	-1 700		-39 378	-39 378						-39 378,00
Saint-Genès-des-Mourgues	-22 809	-1 366		-24 175	-24 175						-24 175,00
Saint-Georges-d'Orques		-10 773		-10 773	-10 773						-10 773,00
Saint-Jean-de-Védas	-214 651	-17 216		-231 867	-231 867						-257 051,00
Sausan		-1 066		-1 066	-1 066						-1 066,00
Sussargues	-22 480	-1 962		-24 442	-24 442						-76 893,91
Vendargues		-12 391		-12 391	-12 391						-12 391,00
Villeneuve-lès-Maguelone		-19 184		-19 184	-19 184						-64 961,86
<b>TOTAL</b>	<b>-5 528 821</b>	<b>-666 867</b>	<b>-78 603</b>	<b>-6 299 295</b>	<b>-6 564 856</b>	<b>-7 164 161</b>	<b>-7 238 009,79</b>	<b>-45 778</b>	<b>-492 364</b>	<b>3 576 149,93</b>	<b>-16 697 236,41</b>

## **Les retraitements à effectuer dans le cadre du contrat financier signé entre la Métropole et l'Etat pour la période 2018-2020**

Un protocole a été conclu entre l'Etat et la Métropole, ayant pour objet de définir le périmètre des retraitements qui devront être effectués en application du contrat financier lors de l'évaluation de l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement aux comptes de gestion 2018, 2019 et 2020 et d'en préciser le mode de calcul comptable.

Il a notamment été retenu de retraiter les charges nouvelles liées à un transfert de compétence ou d'équipement sur la base des dépenses transférées calculées dans les rapports de CLETC.

Cette CLETC, retraçant une révision libre des AC intégrant les dispositions de l'article 81 de la loi n°2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016, ne constate aucun transfert nouveau et de ce fait ne donne pas lieu à retraitement dans le cadre du contrat financier.

## Modalités d'approbation du rapport par les communes

**IV de l'article 1609 nonies C** : « *Le rapport est approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au conseil municipal par le président de la commission. Le rapport est également transmis à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale.* »

Aux termes du premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée est obtenue si l'accord est exprimé :

- *par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ; ou*
- *par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population.*

## Modalités de vote des AC

Les communes intéressées doivent prendre **deux délibérations distinctes** (une pour l'approbation du rapport de la CLETC et une pour la fixation de l'AC).

Loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 :

*« 1° bis Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges ».*